

AMNESTY INTERNATIONAL



Guillermo Fariñas, né le 3 janvier 1962 à Santa Clara à Cuba, est un dissident cubain,

directeur de l'agence de presse cubaine Cubanacan Press et militant des droits humains.

Guillermo Fariñas est un ancien partisan de la Révolution et a servi comme soldat cubain en Angola en 1981. Il n'entre en dissidence qu'en 2003 en fondant l'agence de presse Cubanacan Press.

Fariñas ne nie pas « avoir reçu des “dons” de la Section des intérêts américains pour se procurer un ordinateur et exercer son métier de “journaliste indépendant” sur Internet ».

Condamné pour des délits de droit commun qu'il nie avoir commis (en 1995 pour une agression contre une collègue de travail et en 2002 pour l'agression d'une personne âgée avec un bâton qui l'envoya derrière les barreaux, la victime ayant subi une ablation de la rate à la suite de cette agression), Fariñas sortit de prison en décembre 2003 pour raison médicale après une grève de la faim.

Il a mené une grève de la faim de février à août 2006 pour demander l'accès pour tous à un internet libre et protester contre la censure qui règnerait sur Internet à Cuba. Reporters sans frontières (RSF) lui a décerné son prix Cyberliberté 2006.

Selon un site anticastriste, il aurait été battu à de nombreuses reprises par la police.

Le 26 février 2010, il décide d'entamer une nouvelle grève de la faim à la suite de la mort d'Orlando Zapata, incarcéré depuis 2003 et décédé le 23 février des suites d'une grève de la faim de près de trois mois. Il se bat pour obtenir la libération de 26 « détenus politiques » malades.

Guillermo Fariñas a mis un terme le jeudi 8 juillet 2010 à 135 jours de grève de la faim après l'annonce des libérations prochaines de 52 détenus dits « politiques ».

Le 21 octobre 2010, le Parlement européen lui décerne le prix Sakharov. Le 15 décembre 2010, le prix Sakharov lui a été remis. Or les autorités cubaines n'ont pas autorisé le lauréat à venir à Strasbourg, malgré les demandes de Jerzy Buzek président du Parlement européen. Ce dernier a donc déposé le diplôme sur une chaise vide, couverte d'un drapeau cubain à la demande du dissident.

Il est arrêté par la police le 24 juillet 2012 durant les obsèques du dissident Oswaldo Payá.

Huang Qi (7 avril 1963) est le créateur du premier site chinois sur les droits de l'homme.

Le nom de ce site (64tianwang.com) contient le chiffre 64 en référence au 4 juin (1989), date de fin des manifestations de la place Tian'anmen.

De 2000 à 2005, il est emprisonné pour ces activités par le gouvernement chinois, « Les autorités reprochent au webmaster la publication sur son site Internet d'articles sur le massacre de la place Tiananmen en juin 1989, écrits par des dissidents basés à l'étranger. »

En 2004, il reçoit le prix Cyberliberté de RSF.

Après les dégâts massifs du séisme du Sichuan de mai 2008, Huang Qi participe au travail d'assistance et répond aussi à certains parents dans leurs demandes d'assistance concernant leurs plaintes après l'effondrement des bâtiments scolaires. Le 10 juin 2008, la police l'arrête à Chengdu et le place en détention pour « suspicion de possession illégale de secrets d'État ». L'annonce formelle de son arrestation a été faite le 18 juillet 2008.

Le 23 novembre 2009, un tribunal de Chengdu a condamné Huang Qi à trois ans de prison pour « possession de secrets d'État ». Le tribunal n'a pas donné une preuve permettant de comprendre ce verdict, ni aucun des secrets dont Huang Qi aurait été en possession.

Sophie Richardson, membre de la division Asie à Human Rights Watch indique :

« La condamnation de Huang Qi montre l'étendue et l'ampleur de l'hostilité du gouvernement chinois envers la liberté d'expression » ;

« La volonté du gouvernement chinois de recourir aux lois ambiguës sur les secrets d'État pour faire taire ceux qui usent de leur droit à parler librement, lequel droit figure dans la Constitution chinoise ainsi que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, met en lumière l'absence dangereuse de conformité à l'état de droit.

Amnesty International a demandé aux autorités chinoises la libération immédiate et sans condition de ce militant des droits humains.

En 2016 il est de nouveau arrêté après avoir reçu le prix Reporters sans frontières - TV5 Monde de la liberté de la presse.

En novembre 2018, selon des associations de défense des droits de l'homme, il serait en danger de mort faute de recevoir un traitement médical adapté. En juillet 2019, il est condamné à 12 ans de prison. En décembre 2020, l'Union Européenne demande à la République Populaire de Chine la libération immédiate de Huang Qi.

Israa Abdel Fattah est une bloggeuse égyptienne, arrêtée en 2008 et fondatrice du mouvement cyberdissident « du 6 avril », en Égypte ; t une journaliste, bloggeuse égyptienne, cyberdissidente du printemps arabe. Elle est cofondatrice, avec Ahmed Maher, du « Mouvement de la Jeunesse du 6 avril » qui regroupe de jeunes cyberdissidents à partir de 2008. Ce mouvement a été à l'origine des rassemblements de la place Tahrir qui ont fini par aboutir au départ du président Moubarak. Israa Abdel Fattah a été surnommée la « Facebook girl » Elle est arrêtée en 2008 et emprisonnée pendant plus de deux semaines. Sa mère publie alors une page entière dans un journal à grand tirage, demandant la libération de sa fille et s'adressant aux « cœurs de Hosni Moubarak, Suzanne Moubarak (sa femme) et du ministre de l'Intérieur ». Sa libération est médiatisée et donne lieu à des scènes émouvantes, vues par toute l'Égypte.

Lorsque les bâtiments de la sécurité de l'État égyptien ont été attaqués au début du mois de mars 2011, un dossier la concernant a été trouvé qui contenait dix pages de documents détaillant trois années d'écoutes téléphoniques et de piratage de courriels, dont certains sur son divorce. « Le sentiment de violation était indicible », déclare-t-elle.

Son nom a circulé pour l'attribution du prix Nobel de la paix en 2011, avant d'être attribué, entre autres, à la yéménite Tawakkul Karman⁵.

En octobre 2019, elle est emprisonnée sans procès pour des charges de terrorismes, elle est libérée en juillet 2021 avec 5 autres personnes, à la suite de pressions américaines.

Kareem Amer, blogueur égyptien

Kareem Amer est le pseudonyme d'Abdul Kareem Suleiman Amer (parfois Abdul Kareem Nabeel Suleiman), né le 17 juin 1984 à Alexandrie, un blogueur égyptien incarcéré en 2007 par les autorités de son pays pour insulte à la religion et au président.

Parmi les thèmes abordés, il dénonçait la discrimination que les femmes subissent dans son pays et les crimes quotidiens perpétrés contre elles. Il risque alors jusqu'à onze ans de prison. La troisième partie de son procès s'est déroulée le 22 février 2007 : il a été reconnu coupable et condamné à 3 ans pour insulte à l'islam et incitation à la sédition, et à un an pour insulte au président Moubarak.

Kareem est libéré le 15 novembre 2010.

Le 7 février 2011, il est incarcéré une semaine dans une prison égyptienne pour ne pas avoir respecté le couvre-feu, et affirme avoir été le spectateur de scènes de torture.

Nguyễn Tiến Trung (né en 1983, dans le district de Hung Ha dans la province de Thai Binh), est un militant pro-démocratie vietnamien. Il est détenu au secret depuis le 7 juillet 2009 pour avoir écrit une lettre ouverte au gouvernement vietnamien ayant circulé sur les blogs¹..

Il est inculpé pour violation de l'article 88 du code pénal vietnamien pour « avoir tenté de renverser le gouvernement vietnamien. »

Son arrestation par les autorités vietnamiennes a soulevé une vague de protestations internationales : Reporters sans frontières a publiquement condamné l'arrestation de Trung. En effet, RSF affirme que : « alors que le regard du monde est tourné vers l'Iran et le Xinjiang, le gouvernement vietnamien emprisonne des activistes pacifistes pro-démocratie. » C'est, selon RSF, un terrible retour en arrière d'au moins 10 ans pour la démocratie au Viêt Nam. Le 14 juillet 2009, les ambassadeurs de Suède et d'Espagne et la Commission européenne ont exprimé leur inquiétude quant à l'arrestation de Nguyễn Tiến Trung et Tran Anh Kim².

Le 24 septembre 2009, Amnesty International a effectué une déclaration publique appelant à la libération de Trung.

Début décembre 2009, la charge pesant sur Trung a été requalifiée en « tentative de renversement du régime du peuple ». Compte tenu de l'article 79 du code pénal vietnamien, Trung risque alors la peine de mort. Son procès pourrait se tenir à la fin du mois de décembre 2009.

Dans une action urgente du 22 décembre 2009, Amnesty International a dénoncé cette requalification, et demandé la libération immédiate et sans condition de Trung, Le Cong Dinh et Tran Anh Kim⁸.

Le procès de Trung s'est déroulé en moins d'une journée le mercredi 20 janvier 2010. Il a été condamné à une peine de 7 ans de prison ferme assortie d'une période de résidence surveillée de 3 ans.

Selon Amnesty International, « les juges ont délibéré pendant 15 minutes avant de rendre leur décision. Or, il a fallu 45 minutes pour lire le jugement, ce qui laisse penser qu'il avait été préparé avant l'audience. »

Trung est sortie de prison de manière anticipée le Samedi 12 avril 2014 au matin. Il est resté assigné à résidence pendant 3 ans.

Zouhair Yahyaoui (arabe : زهير اليحياوي), blogueur tunisien, né le 8 décembre 1967 à Ksar Hadada et décédé le 13 mars 2005 à Tunis, est un cyberdissident tunisien actif en faveur de la liberté d'expression.

Économiste de formation, il connaît un succès grandissant grâce à ses écrits vitriolés, rédigés sous le pseudonyme d'Ettounsi (« Le Tunisien » en arabe) sur le journal en ligne Tunezine, le plus souvent en dialecte, et dénonçant la censure et le non-respect des droits de l'homme par le régime de Zine el-Abidine Ben Ali. Il diffuse notamment la lettre ouverte que le juge Mokhtar Yahyaoui, son oncle, adresse au président pour dénoncer l'absence d'indépendance du pouvoir judiciaire.

Il est arrêté le 4 juin 2002, aux environs de 19 h, par six policiers en civil dans le cybercafé de Ben Arous où il travaille et gère son site. Condamné le 10 juillet par la quatrième chambre de la cour d'appel de Tunis à une peine de deux ans de prison pour « propagation de fausses nouvelles dans le but de faire croire à un attentat contre les personnes et contre les biens » et « vol par utilisation frauduleuse de moyens de communication », le procès ne semble pas remplir les conditions d'un procès équitable. Il devient alors le symbole des difficultés du journalisme en Tunisie.

Il passe un an et demi à la prison de Borj El Amri où il subit torture et humiliations et entreprend des grèves de la faim pour protester contre sa détention. Privé de courrier, de lecture, de colis de nourriture et même de son journal intime, il souffre d'abcès dentaires mais ne peut consulter un dentiste qu'après des mois de souffrance. Il bénéficie d'une libération conditionnelle, le 18 novembre 2003, grâce à des pressions internationales.

Honoré le 19 juin 2003 du premier prix Cyberliberté de Reporters s@ns frontières - Globenet, il meurt à l'âge de 37 ans d'une crise cardiaque, le 13 mars 2005, à l'hôpital Habib-Thameur de Tunis.